

Fonds de partenariat pour le carbone forestier
Vingt-quatrième réunion du Comité des Participants du FCPF (PC24)
Dixième réunion de l'Assemblée des Participants du FCPF (PA10)
Luang Prabang, RDP lao, 25-27 septembre 2017
Résumé des coprésidents

Chers Participants et Observateurs,

C'est avec plaisir que nous vous informons de la tenue à Luang Prapang, en RDP lao, de la vingt-quatrième réunion du Comité des Participants (PC24) du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) et de la dixième réunion de l'Assemblée des Participants (PA9) du 25 au 27 septembre 2017.

Plus de 120 représentants de gouvernements, de populations autochtones tributaires des forêts et d'autres organisations de populations forestières, d'organisations internationales et non gouvernementales ont pris part à la réunion. Nous souhaitons exprimer toute notre [gratitude envers le gouvernement de la RDP lao](#) pour son accueil chaleureux aux participants.

Nous souhaitons remercier pour leur participation aux réunions plusieurs invités distingués : l'honorable Lina Pohl, ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles ; l'honorable Kebede Yimam, ministre d'État de l'Environnement et des Changements climatiques de l'Éthiopie ; l'honorable Andre Johnson, ministre de l'Environnement et des Ressources forestières du Togo ; l'honorable Dr. Vongsavanh Theppachanh, vice-gouverneur de Luang Prabang et l'honorable Dr. Phouang Parisak Pravongviengkham, vice-ministre de l'Agriculture et de la Foresterie de la RDP lao.

Tous les documents concernant la réunion se trouvent sur <https://www.forestcarbonpartnership.org/PA10PC24> et les photos sur <https://www.flickr.com/photos/fcpf>. Veuillez trouver ci-dessous les principales conclusions, également disponibles en anglais et en espagnol.

Vingt-quatrième réunion du Comité des Participants du FCPF (PC24)

Dossiers de préparation (R-Packages)

Le CP a adopté des résolutions pour approuver les dossiers de préparation de l'[Éthiopie](#), de l'[Indonésie](#), du [Liberia](#), de [Madagascar](#) et du [Nicaragua](#). Les Participants ont noté la grande qualité des informations fournies ainsi que la rigueur de l'autoévaluation. Les Participants ont reconnu les bonnes pratiques démontrées pour différents aspects de la préparation par chacun de ces cinq pays, tout en les invitant à prendre en compte les questions soulevées lors de la réunion pour la suite de leur préparation à la REDD+.

Éthiopie

Les participants ont félicité l'[Éthiopie](#) pour ses grandes avancées pour la préparation à la REDD+ , notamment à travers le Programme du Paysage forestier d'Oromia. En parallèle, l'Éthiopie a appelé les partenaires au développement et les acteurs privés à mobiliser le financement public et privé, la technologie et le renforcement des capacités pour appuyer la mise en œuvre par l'Éthiopie des priorités du gouvernement en matière de REDD+. Les participants ont invité l'Éthiopie à considérer les éléments suivants pour la suite :

- Renforcer la coordination des parties prenantes pertinentes – y compris les partenaires au développement, les secteurs et le privé (et leurs projets et programmes respectifs) – aux niveaux national, régional et local, en mettant

l'accent sur les éléments suivants : (i) intégration de la Stratégie de REDD+ dans le processus de planification quinquennal du développement national, une fois approuvée ; (ii) coordination intersectorielle au niveau des politiques, notamment renforcement de la complémentarité des approches stratégiques des secteurs forestier, agricole et autres pertinents ; (iii) planification et suivi des investissements aux niveaux national, régional et local et (iv) harmonisation et/ou amélioration des principaux éléments de politiques dans le cadre propice aux investissements durables du secteur privé.

- Continuer de renforcer le processus de consultation et de renforcement des capacités des communautés locales et des organisations de la société civile et mettre les documents applicables à la disposition du public sur le site web de la REDD+, de façon claire et organisée.
- Renforcer la participation de la société civile et l'autonomisation des femmes dans le processus de REDD+.
- Poursuivre l'élaboration du Système national d'information sur les sauvegardes (SIS).

Indonésie

Le CP a salué le travail considérable effectué par l'[Indonésie](#) pour faire avancer la préparation nationale et les sauvegardes environnementales et sociales, ainsi que les progrès majeurs de développement de son Niveau national d'émissions de référence pour les forêts. Les participants ont invité l'Indonésie à considérer les éléments suivants pour la suite :

- Améliorer la coordination des multiples parties prenantes, notamment la participation des populations autochtones, des communautés locales et des femmes, et accroître la collaboration avec d'autres secteurs (en particulier l'agriculture, les infrastructures et la planification territoriale, l'industrie minière) sur la REDD+, au niveau national et infranational.
- S'atteler aux réformes politiques, juridiques et institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre de la REDD+ (certaines ne sont pas contrôlées par le ministère de l'Environnement et des Forêts), y compris celles identifiées dans le dossier de préparation et la revue du TAP. Par ailleurs, améliorer l'application des lois et avancer dans la mise en œuvre des politiques et des réformes (celles adoptées et les processus en cours), notamment en ce qui concerne l'octroi de permis, le financement et les mécanismes d'incitation, le régime foncier, sur la base des analyses existantes.
- Finaliser la concrétisation du cadre de mise en œuvre de la REDD+, en particulier le mécanisme de partage des bénéfices, le mécanisme de rétroaction, de règlement des griefs et de réparation, les dispositifs de coordination institutionnelle au niveau des provinces et le Cadre de gestion environnementale et sociale.
- Prendre en compte les résultats de l'analyse de la contribution déterminée au niveau national (CDN) de l'Indonésie pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de REDD+.

Liberia

Le CP a apprécié les efforts du [Liberia](#) pour sa préparation à la REDD+, spécifiquement en termes de dispositifs de gestion de la préparation, d'implication des parties prenantes, et d'intégration des politiques d'égalité entre hommes et femmes. Les participants ont invité le Liberia à considérer les éléments suivants pour la suite :

- Promouvoir et renforcer davantage l'implication du secteur privé, grâce aux incitations appropriées au sein de la chaîne d'approvisionnement des matières premières essentielles, et au niveau local pour encourager le développement d'entreprises communautaires.
- Continuer de maintenir et de renforcer les plateformes de coordination multisectorielles aux niveaux national, infranational et local pour la préparation à la REDD+, tout en assurant la durabilité par un ancrage de ces plateformes dans le cadre de politiques nationales, au sein des institutions appropriées.

- Exécuter les prochaines étapes de développement d'un Système opérationnel de suivi national des forêts et du SIS, du registre de REDD+ et du mécanisme de rétroaction, de règlement des griefs et de réparation, comme prévu.
- Intégrer l'évaluation de la dégradation forestière dans l'approche d'établissement du niveau d'émissions de référence pour les forêts.
- Mettre au point un mécanisme adapté de partage des bénéfices de la REDD+, en prenant en compte les dispositifs existants de partage des bénéfices au niveau national et les leçons apprises de tels dispositifs.
- Envisager d'élaborer un Programme de réduction des émissions pour justifier les paiements basés sur les résultats dans un avenir proche.

Madagascar

Le CP a loué [Madagascar](#) pour ses excellents progrès depuis la soumission du rapport d'avancement à mi-parcours et a reconnu la grande qualité de son dossier de préparation et les avancées du processus d'implication des parties prenantes. De plus, le CP a reconnu les efforts du pays pour faire le lien entre son processus de REDD+ et sa CDN, ainsi que pour créer des synergies entre les secteurs. Les participants ont invité Madagascar à considérer les éléments suivants pour la suite :

- Poursuivre l'implication des parties prenantes en renforçant le processus de rétroaction et en impliquant les femmes et les communautés, notamment au niveau des "fokontany", en particulier pour la conception du mécanisme de partage des bénéfices.
- Finaliser le registre national de REDD+ et les mécanismes de suivi associés.
- Finaliser la conception et assurer le bon déroulement du mécanisme de rétroaction, de règlement des griefs et de réparation.

Nicaragua

Le CP a félicité le [Nicaragua](#) pour son engagement fort vis-à-vis des communautés autochtones et d'ascendance africaine, ainsi que pour ses efforts d'intégration des femmes et des jeunes dans la préparation à la REDD+. Les participants ont invité le Nicaragua à considérer les éléments suivants pour la suite :

- Continuer de développer un mécanisme solide de partage des bénéfices qui contribuera au plan de partage des bénéfices du programme infranational de réduction des émissions.
- Continuer d'approfondir l'analyse du cadre juridique applicable et des politiques afin d'identifier les opportunités d'amélioration des politiques et de la gestion.

Financement disponible et critères pour les demandes de financement supplémentaire

La FMT a présenté une [Note de la FMT sur le financement disponible et les critères pour les demandes de financement supplémentaire](#) dans le contexte de la gestion du Fonds de préparation et de ses ressources limitées à l'approche de son terme. Le financement disponible dans le Fonds de préparation ayant été entièrement alloué à la PC23 en mars 2017, la FMT a proposé des solutions pour les dernières demandes de financement. La FMT a aussi confirmé au CP que le financement suffisait pour couvrir les allocations antérieures, y compris celle de 5 millions au programme de renforcement des capacités des populations autochtones /OSC.

Le CP est parvenu à un consensus sur les propositions de la Note de la FMT, notamment :

- De ne pas déclarer nulle et non avenue toute allocation de subvention avec comme date limite de signature septembre 2017, avant une mise à jour le 30 novembre 2017.
- D'établir un système de liste d'attente pour les allocations, en fonction de l'ordre de soumission (dans l'ordre d'arrivée).

Propositions pour la préparation

Gabon

Le CP a accueilli la soumission d'une [R-PP par le Gabon](#) et reconnu les progrès importants réalisés par le pays à ce jour. Le CP a accordé un financement à hauteur de \$1,95 millions au [Gabon](#), sous réserve de la disponibilité du financement au sein du Fonds de préparation, afin de lui permettre de continuer sa préparation. Pour la suite, le Gabon est invité à prendre en compte le point suivant :

- Mettre en œuvre le plan de consultation, assurer la communication et la consultation avec les parties prenantes nationales et locales applicables, y compris le secteur privé, la société civile et les communautés locales, dans le processus de planification de l'utilisation des terres, documenter les résultats de cette communication et consultation et les intégrer à la conception et à la mise en œuvre du plan national d'utilisation des terres.

Rapports d'avancement à mi-parcours et demandes de financement supplémentaire

Le [Salvador](#), le [Nigeria](#) et le [Togo](#) ont présenté leur rapport d'avancement à mi-parcours sur leurs progrès de préparation nationale pour la REDD+, ainsi que des demandes de financement supplémentaire. Le CP a adopté des résolutions attribuant le financement supplémentaire, sous réserve de la disponibilité du financement dans le Fonds de préparation, afin d'appuyer le processus du [Salvador](#), du [Nigeria](#) et du [Togo](#).

Salvador

Le CP a adopté une résolution, allouant au Salvador un montant supplémentaire à hauteur de \$2,5 millions, sous réserve de la disponibilité du financement. Le CP a salué le progrès important réalisé par le Salvador concernant les objectifs de la subvention du FCPF pour la préparation et a encouragé le pays à poursuivre sa préparation, en prenant en compte les aspects suivants :

- Clarifier le rôle et la participation des populations autochtones dans le processus de préparation.
- Analyser les forces motrices de la dégradation forestière et les options stratégiques potentielles de la REDD+ pour y faire face.

Nigeria

Le CP a adopté une résolution, allouant au Nigeria un montant supplémentaire à hauteur de \$4,94 millions, sous réserve de la disponibilité du financement. Le CP a reconnu l'avancement du travail par le Nigeria, malgré les retards enregistrés la première année. Il a aussi apprécié les efforts du pays de faire le lien entre la préparation et l'agenda national, par exemple à travers les obligations vertes souveraines du Nigeria. Le CP invite le Nigeria à prendre en compte les aspects suivants pour la suite de sa préparation :

- Renforcer les efforts de coordination, de travail technique et de renforcement des capacités au niveau fédéral et des États pour étendre la préparation à trois autres États.
- Poursuivre la sensibilisation et la consultation aux niveaux fédéral et étatiques pour maintenir l'engagement politique et la dynamique de la REDD+.

Togo

Le CP a adopté une résolution, allouant au Togo un montant supplémentaire à hauteur de \$2,93 millions, sous réserve de la disponibilité du financement. Le CP a apprécié les progrès importants réalisés par le Togo en matière de préparation, en un laps de temps relativement court. Lors de la suite de sa préparation, le Togo est encouragé à prendre en compte les éléments suivants :

- Finaliser la stratégie nationale de REDD+ de façon participative et intégratrice, en impliquant toutes les parties prenantes pertinentes, notamment les populations vulnérables, les peuples autochtones et les communautés locales, et en prenant en compte les résultats des études analytiques en cours.
- S'assurer que les dispositifs institutionnels créés pour la REDD+ soient internalisés dans les structures gouvernementales appropriées, de façon efficace et durable.

Dispositif révisé concernant le Partenaire à la mise en œuvre pour le Kenya et la RCA

Le CP a adopté une résolution confirmant la Banque mondiale comme nouveau Partenaire à la mise en œuvre de la République centrafricaine (RCA) et le PNUD comme nouveau Partenaire à la mise en œuvre du Kenya.

Registres

La FMT a fait le [point sur le développement du registre du FCPF](#), en communiquant les commentaires apportés par les Participants au Fonds Carbone lors de la seizième réunion du Fonds Carbone (CF16). Dans le cadre de cet exercice, la FMT a présenté des directives développées par le Partenariat pour le projet de préparation au marché (PMR) et le FCPF sur les registres.

Les Participants ont fait plusieurs suggestions en réponse à la présentation :

- Ils soutiennent les recommandations de la FMT d'adopter une approche simple, à faible coût et souple, compte tenu de l'incertitude quant à ce que les registres doivent apporter en termes de fonctionnalité et de compatibilité dans le cadre de l'accord de Paris.
- Concernant l'enquête proposée aux Pays REDD+ sur leurs préférences, pour soit un registre générique centralisé, soit un registre national des transactions, les participants ont demandé à ce que l'enquête soit étendue à plus de parties prenantes, comme les acteurs du secteur privé qui ont l'expérience de l'opération de registres.
- Les Participants ont demandé à la FMT de partager le travail en cours de développement d'un prototype de registre national des transactions en RDC.

Révision du Cadre de suivi et d'évaluation (S&E)

En 2016, la deuxième évaluation de programme du FCPF a recommandé une révision du Cadre de S&E du FCPF. En réponse à cette recommandation, le Cadre de S&E est en cours de revue, avec l'objectif de l'adoption d'un cadre révisé fin 2017. Le consultant a présenté une [proposition initiale](#) de révision des indicateurs du Cadre de S&E du FCPF comme point de départ des consultations avec les parties prenantes pertinentes.

La présentation inclut les informations suivantes :

- Un exposé des principes du processus de révision des indicateurs.
- Un examen indicateur par indicateur, y compris la justification de l'indicateur proposé, les approches potentielles de mesure, les implications (avantages et inconvénients), les responsabilités de notification et l'harmonisation avec d'autres mécanismes de REDD+.
- Comparaison récapitulative entre les indicateurs initiaux (2013) et les révisions.

Le CP a apprécié le côté participatif du processus de consultation et a autorisé le Comité de supervision à revoir et à approuver le Cadre révisé de S&E et la documentation pertinente.

Prochaines réunions

La vingt-cinquième réunion du CP (PC25) est [provisoirement prévue](#) en mars 2018, sans doute à Washington DC. La FMT confirmera les dates et en communiquera les détails dès que possible.

Les dates limites de soumission par les Pays REDD+ des rapports d'avancement à mi-parcours, des demandes de financement supplémentaire et des dossiers de préparation sont disponibles sur la [page d'accueil du FCPF](#).

Dixième réunion de l'Assemblée des Participants du FCPF (PA10)

Rapport d'avancement de la FMT et du CP

La FMT a fait [un compte-rendu](#) sur l'année fiscale 2017 (1^{er} juillet 2016- 30 juin 2017) et les principaux résultats, élaborés en détail dans le Rapport annuel du FCPF pour l'AF17. Ce compte-rendu a également servi de rapport du CP à l'AP du travail effectué au cours de l'année passée.

Les Participants ont apprécié le progrès accompli. Parmi les réflexions sur les acquis jusqu'à l'AP 10 :

- \$285,7 millions de subventions pour la préparation ont été alloués, dont \$222,8 millions disponibles pour la préparation à la REDD+ à travers des accords signés.
- 43 pays ont signé les subventions pour la préparation (par rapport à 39 à la fin de l'AF16). Ce chiffre inclut le Paraguay dont les subventions pour la préparation ont été signées lors de la semaine des réunions du CP/de l'AP.
- Les décaissements du Fonds de préparation continuent de s'accélérer, et s'élèvent à \$110,5 millions à la fin de l'AF17 (par rapport à \$67,7 millions à la fin de l'AF16).
- Au total, 29 pays ont atteint l'étape à mi-parcours de préparation à la REDD+ (par rapport à 14 à la fin de l'AF16). Ils comprennent les trois pays–Salvador, Nigeria et Togo– qui ont présenté leur rapport d'avancement à mi-parcours à la PC24.
- Six autres pays ont présenté leur dossier de préparation avant la fin de l'AF17, suivis par cinq autres à la PC24. Au total, ce sont 14 dossiers de préparation qui ont été approuvés par le CP (par rapport à 3 à la fin de l'AF16).
- Quatre autres Lettres d'intention (Cameroun, Fidji, Guatemala et RDP lao) ont été signées, et une autre imminente (Indonésie), portant le total à 19.
- Quatre autres Documents de programme de réduction des émissions ont été sélectionnés pour faire partie du portefeuille du Fonds Carbone, portant le total à six : Chili, Ghana, République démocratique du Congo, Costa Rica (de façon provisoire), Mexique (de façon provisoire) et République du Congo (de façon provisoire).
- Les négociations des ERPA pour la République démocratique du Congo, le Chili et le Ghana sont prévus commencer lors de l'AF18, sous réserve de la finalisation du devoir de diligence de la Banque mondiale. Une première signature d'ERPA est attendue lors du premier semestre de l'AF18.
- Alors qu'on s'apprête à entamer la Phase 3 du Programme de renforcement des capacités des populations tributaires des forêts et des OSC du Sud, tous les six projets de la Phase 2 sont désormais opérationnels et en décaissement.
- En réponse à la deuxième évaluation du FCPF, la FMT a produit des plans d'action détaillés et des documents pour donner suite aux recommandations, notamment :
 - Une nouvelle stratégie d'augmentation de l'engagement du secteur privé et un budget dédié.
 - Une stratégie de partage des connaissances et de communication pour la période 2017–20.
 - Une stratégie d'intégration de la dimension du genre, incluant un plan de travail et un budget associé, avec un appui initial en faveur du Ghana, du Mexique, du Népal et du Vietnam.

- Une version provisoire de plan d'action pour améliorer les modalités du Programme de renforcement des capacités des populations autochtones et des OSC du Sud.

Les Participants ont apprécié les progrès impressionnants du FCPF pendant l'AF17 et la transition en cours entre la préparation et les paiements basés sur les résultats. Les Participants se réjouissent de la célébration du 10^{ème} anniversaire du FCPF en 2018. La FMT a accueilli chaleureusement la suggestion de Pays REDD+ Participants de partage plus fréquent de la part des pays de bons exemples d'avancées en matière de préparation.

Interventions des Observateurs et des Partenaires à la mise en œuvre

Les Observateurs et les Partenaires à la mise en œuvre ont fait plusieurs interventions, notamment les suivantes :

- La BID a fait un compte-rendu sur les avancées au Guatemala, à Guyana et au Pérou.
- Le PNUD a fait un compte-rendu sur les avancées au Cambodge, au Honduras, au Panama, en Papouasie-Nouvelle Guinée, au Paraguay et au Suriname.
- Le Programme ONU-REDD a fait un compte-rendu sur les avancées au niveau programmatique, ainsi que les résultats en matière de préparation soutenus au niveau des pays.
- [Le représentant des peuples autochtones](#) a exprimé son appréciation quant aux résultats du FCPF d'appui aux efforts de renforcement des capacités et à la participation plus efficace et plus judicieuse des populations autochtones et des communautés locales, tout en appelant à plus d'attention sur le régime forestier et foncier, sur plus d'opportunités de contribution aux processus de REDD+ pour les femmes et sur la disponibilité de données ventilées par ethnicité et sexe.
- Le représentant des OSC du Sud a exprimé son appréciation des progrès réalisés par le FCPF, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts et les engagements de lutte contre les changements climatiques à travers des actions dans le secteur forestier.
- Le représentant des OSC du Nord a salué la FMT et les Pays REDD+ d'avoir accéléré la mise en œuvre du programme et d'être allés au-delà des discussions politiques à haut niveau pour plus d'actions sur le terrain.
- [L'observateur des organisations internationales](#) a partagé ses réflexions sur le rôle crucial de la REDD+ pour la mise en œuvre de CDN ambitieuses et l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris, ainsi que l'importance des leçons apprises par le FCPF pour l'agenda mondial de la REDD.
- L'Observateur du secteur privé a souligné l'importance de la mobilisation du secteur privé pour soutenir le succès de la REDD+, en particulier pour combler les importants déficits de financement.

Élection du nouveau Comité des Participants

L'Assemblée des Participants a adopté une [résolution](#) élisant le Comité des Participants, le Bureau et trois Pays REDD Participants en tant qu'Observateurs aux réunions du Fonds Carbone, avec un mandat jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée des Participants (prévue en septembre/octobre 2018).

- Les Pays REDD Participants suivants sont élus membres du CP : Bhoutan, Cameroun, Chili, Guyana, Liberia, Madagascar, Nicaragua, Pakistan, République dominicaine, Salvador, Tanzanie, Thaïlande, Togo et Uruguay.
- Les Contributeurs financiers suivants sont élus membres du CP : Allemagne, Canada, Commission européenne, les États-Unis d'Amérique, Italie, Japon, The Nature Conservancy, Norvège, Royaume Uni.
- Les Membres suivant du CP siègeront au Bureau du CP : Allemagne, Chili, les États-Unis d'Amérique, Madagascar, République dominicaine, The Nature Conservancy, Pakistan, Tanzanie

- Les trois Pays REDD Participants suivants ont été sélectionnés par les Pays REDD membres du Bureau du CP pour assister en tant qu'Observateurs aux réunions du Fonds Carbone : Cameroun, Costa Rica et Indonésie.

Journée conjointe de partage des connaissances FCPF- PIF

Le FCPF et le Programme d'investissement forestier (PIF) ont conjointement organisé une journée de partage de connaissances, qui a consisté en 12 sessions de 90 minutes (quatre par créneau horaire) et un « café des connaissances », comprenant 20 discussions à un rythme soutenu, d'une durée de 45 minutes (en deux tours).

Sessions de partage des connaissances

Coordination du financement pour un engagement climatique à grande échelle

Les pays s'orientent progressivement vers une approche plus intégrée et stratégique d'engagement forestier et climatique, mais continuent souvent de dépendre de différentes sources de financement qui répondent à des objectifs distincts mais recoupés. Lors de cette session, des représentants de pays et de la Banque mondiale ont examiné comment les pays peuvent aligner ces modalités de financement pour mieux répondre aux priorités nationales, rationaliser leurs instruments et appuyer la mise en œuvre globale des CDN.

Financement des PME pour la gestion durable des forêts

L'importance de combiner les ressources provenant d'entités publiques, privées et autres, afin d'intensifier la gestion durable des forêts à travers les petites et moyennes entreprises (PME), est bien connue. Il est difficile d'obtenir les conditions propices à la mobilisation de ressources d'autres acteurs. Il faut maîtriser les stratégies efficaces de financement dans ce domaine complexe pour réaliser pleinement les contributions des forêts au développement durable et remplir les objectifs de l'accord de Paris. Le nouveau Partenariat d'évaluation et d'apprentissage du CIF sur le financement d'entreprises liées aux forêts examine les défis d'identification de modèles opérationnels efficaces et de partenaires d'investissement forestier. L'équipe de l'IIED et LTS ont présenté les premiers résultats du Partenariat, présentation suivie par les points de vue d'un panel incluant des banques multilatérales de développement, des investisseurs du secteur privé, des sociétés forestières, sur des exemples de réussites et de défis de mobilisation des ressources financières pour la gestion durable des forêts.

Succès et défis de la lutte contre l'exploitation forestière illégale et la déforestation

L'exploitation forestière illégale est un problème mondial qui touche la plupart des pays forestiers. Il est difficile d'évaluer l'impact en raison de sa nature illicite. Cependant, des examens approfondis de pratiques forestières autour du monde, ainsi que des études sur le commerce du bois, indiquent qu'il s'agit d'un problème majeur. Les pays ont discuté de leurs expériences de lutte contre ce problème au niveau national, et de la nécessité d'une collaboration sur la bonne gouvernance forestière, l'application des lois, les contrôles commerciaux, les droits aux ressources et le développement durable des ressources, etc. Le panel a aussi examiné comment intégrer les efforts volontaires du secteur privé, en particulier les entreprises déterminées à obtenir une déforestation zéro de leurs chaînes d'approvisionnement, aux politiques publiques sur le climat (en particulier l'harmonisation des activités d'expansion agricole et de conservation des forêts).

Gestion intégratrice et durable des forêts

Cette session a présenté les principaux défis liés au genre dans le secteur forestier et a identifié les principales inégalités mises en évidence par la recherche dans différentes régions. Les Participants ont appris quels types d'actions et d'activités peuvent contribuer à résoudre ces inégalités et à créer des opportunités, apportant des idées tangibles à appliquer à leurs propres projets et efforts forestiers.

Développement de la stratégie de REDD+

Les pays ont adopté différentes approches de développement et de mise en œuvre de stratégies de REDD+, souvent dans le contexte de cadres nationaux plus vastes sur le climat et le développement durable. Lors de cette session, les pays ont partagé leurs expériences d'élaboration de ces stratégies, avec la contribution de multiples parties prenantes de différents secteurs, et leurs succès et leurs défis en matière de coordination et d'exécution des options stratégiques, particulièrement du point de vue institutionnel.

Engagement du secteur privé dans les programmes dans des paysages forestiers

Plusieurs entreprises, multinationales ou nationales, ont pris l'engagement ou ont exprimé un intérêt pour obtenir une production durable, à déforestation nulle nette. Engager le secteur privé dans les programmes dans les paysages forestiers offre une énorme opportunité d'étendre l'impact du programme. Cependant, seuls quelques gouvernements ont pu explorer et faire avancer de tels partenariats avec le secteur privé. Lors de cette session, plusieurs pays ont partagé les leçons de l'intégration du secteur privé dans leurs programmes : le Ghana, pour éliminer la déforestation de la chaîne de production du cacao et le Mozambique, sur les partenariats émergents avec des petites et des moyennes entreprises du secteur privé sur la gestion productive des forêts.

Expériences en matière de tenure dans les programmes forestiers

La tenure forestière est un vaste concept, qui inclut la propriété, le bail et d'autres dispositifs d'utilisation des forêts. C'est une combinaison de propriété, légale ou traditionnelle, et de droits et de dispositifs de gestion et d'utilisation des ressources forestières. La tenure forestière détermine qui peut utiliser quelles ressources, pendant combien de temps et dans quelles conditions. Elle est importante pour la protection des droits autochtones et communautaires. Les panélistes de cette session ont partagé leurs expériences d'exécution de réformes et de projets de tenure, prenant en compte le contexte national plus vaste qui inclut les cadres de gouvernance et de réglementation.

Alignement stratégique et engagement politique : que faut-il faire pour plus d'intégration ?

Des représentants internationaux et nationaux ont partagé leur expérience en matière d'interfaces politiques/programmation dans le domaine du genre et des forêts, ainsi que des moyens pour soutenir les institutions et les approches politiques afin de renforcer l'attention sur l'intégration de l'égalité entre les sexes.

Apprentissage sur le développement de programme de RE pour le FCPF

Le FCPF teste des paiements basés sur les résultats pour les réductions d'émissions à l'échelle du paysage, avec 19 pays sélectionnés dans le pipeline du Fonds Carbone, ayant signé des Lettres d'intention pour négocier un accord de transaction de financement carbone – un Contrat d'achat de réductions d'émission (ERPA). Avant de pouvoir démarrer les négociations de l'ERPA, les pays doivent présenter des propositions détaillées, qui seront évaluées par un panel consultatif technique pour vérifier leur conformité au Cadre méthodologique du Fonds Carbone. Lors de cette session, les pays assez avancés dans ces étapes ont communiqué leur expérience. Les Participants au Fonds Carbone ont aussi partagé leurs points de vue.

Communication sur la REDD+

Cette session a examiné comment communiquer plus efficacement sur la REDD+ dans divers contextes, par exemple développer des messages forts et concis qui expriment les forces d'un programme/ d'une organisation à un auditoire clé, comprendre comment les journalistes préparent et délivrent l'information, répondre habilement à des questions difficiles, et communiquer efficacement l'information dans différentes plateformes médiatiques.

Renforcement de l'action pour le climat à travers l'implication des parties prenantes

L'intégration des peuples autochtones et des communautés locales dans les activités de gestion durable des forêts et de REDD+ est essentielle pour atteindre les objectifs pour le climat et le développement. Le FCPF et le mécanisme dédié du PIF offrent deux approches de renforcement des capacités et d'autonomisation des peuples autochtones et des communautés locales pour la gestion durable des forêts. Un panel de représentants des gouvernements et de la société civile, impliqués dans la conception et la mise en œuvre de ces programmes, a examiné les opportunités et les défis qu'ils apportent, les moyens de rassembler les peuples autochtones, les banques multilatérales de développement, les OSC et les gouvernements bailleurs et récipiendaires et les principales leçons de ces initiatives dans un environnement complexe et en constante mutation.

Renforcer l'équité dans la foresterie communautaire

Cette session a proposé le partage de leçons de plusieurs organisations observatrices et d'OSC impliquées dans des initiatives de foresterie communautaires intégrant la dimension du genre. Le rôle des organisations des peuples autochtones pour soutenir la participation des femmes à la foresterie a été examiné en tant qu'exemple de renforcement des voix et des processus à multiples parties prenantes pour la gestion durable des forêts.

Conclusion

Pour conclure, nous souhaitons exprimer toute notre appréciation pour l'esprit de collaboration, l'énergie et l'enthousiasme des Participants et des Observateurs à la PC24 et la PA10. Les nombreux points couverts – cinq dossiers de préparation, trois rapports d'avancement à mi-parcours, une proposition pour la préparation - témoignent de la maturité croissante du FCPF. Des pays sont prêts à passer de la préparation à la mise en œuvre de la REDD+, et sont de plus en plus nombreux à se lancer dans les actions et les investissements pour réduire la déforestation et la dégradation forestière à grande échelle. Cette dynamique se reflète aussi dans le portefeuille croissant du Fonds Carbone, qui a vu l'addition de quatre pays (certains à titre provisoire) au cours de l'année fiscale passée.

Nous sommes particulièrement encouragés par la réponse du FCPF à la deuxième évaluation indépendante, dont les résultats et les recommandations ont aidé le FCPF à analyser sa pertinence, son efficacité et son efficacité et à maintenir sa réactivité face aux priorités stratégiques et aux ambitions des pays face aux changements climatiques. Le FCPF met dorénavant plus d'accent sur des domaines stratégiques tels que l'engagement du secteur privé, les activités de partage des connaissances et de communication, le renforcement des capacités des peuples autochtones et des OSC et l'intégration de la dimension du genre. Nous voudrions saisir cette occasion pour rappeler aux Pays REDD+ qu'ils devront gérer activement les décaissements car le terme du Fonds de préparation, 2020, se rapproche.

Nous nous réjouissons de l'année à venir, avec la perspective d'une signature d'un Contrat d'achat de réductions d'émissions dans les prochains mois. Cette avancée apportera des leçons et des expériences majeures pour « prouver le concept » de la REDD+ et en catalyser la réalisation. Nous vous souhaitons à tous une AF18 fructueuse et productive.

N'hésitez pas à contacter la FMT à fcpfsecretariat@worldbank.org pour toute question.

Cordialement,

Bounpone Sengthong et Savanh Chanthakoummane, RDP lao, au nom des Pays REDD Participants,

et

Lena Bretas, Allemagne, au nom des Contributeurs financiers Participants